

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 18 novembre 2015

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

26 2014.RRGR.867 Motion 156-2014 PBD (Etter, Treiten) Révision de la Stratégie énergétique

N° de l'intervention: 156-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 29.08.2014
Déposée par: PBD (Etter, Treiten) (porte-parole)
PBD (Riem, Iffwil)
PBD (Frutiger, Oberhofen)
Cosignataires: 10
Urgence: refusée le 04.09.2014
N° d'ACE: 87/2015 du 28 janvier 2015
Direction: TTE

Révision de la Stratégie énergétique

Le Conseil-exécutif est chargé de revoir les aspects suivants de la Stratégie énergétique de 2006 et de présenter ses résultats au Grand Conseil :

1. La Stratégie énergétique cantonale révisée montrera comment remédier au manque d'électricité en tenant compte des objectifs de développement durable et en produisant principalement de l'énergie renouvelable après la mise à l'arrêt de la centrale de Mühleberg en 2019.
2. La Stratégie énergétique montrera comment garantir à long terme la production d'électricité suisse malgré la pression sur les prix sur le marché européen de l'électricité (sans trop grande dépendance vis-à-vis de l'étranger).
3. Les objectifs de la Stratégie énergétique du canton de Berne pour 2050 seront analogues à ceux de la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération.
4. Les risques pour le canton de Berne, actionnaire majoritaire de BKW FMB Energie SA, seront évalués sur le long terme et intégrés à la Stratégie.
5. La Stratégie énergétique évaluera les perspectives à long terme des régions de montagne concernant les concessions hydrauliques et le prix de l'électricité pour les consommateurs et consommatrices.
6. Les dispositions de la Stratégie énergétique relatives à l'approvisionnement en énergie seront accordées avec la législation fédérale.

Développement :

Le marché de l'électricité est soumis à d'importantes transformations. La centrale nucléaire de Mühleberg pourvoit encore à 40 pour cent des besoins en électricité du canton de Berne. Le reste provient surtout de l'énergie hydraulique et un tout petit peu des nouvelles sources d'énergie renouvelable. Etant donné que la centrale de Mühleberg sera mise à l'arrêt en 2019, il faut trouver un autre moyen de produire 40 pour cent de la production actuelle. Or la Stratégie énergétique du canton de Berne de 2006 est complètement obsolète. La Stratégie énergétique de la Confédération, qui prévoit la sortie du nucléaire, poursuit des objectifs complètement différents. Des objectifs tels que la société à 4000 watts, comme prévue par la Stratégie énergétique 2006, ne mènent à rien. Par ailleurs, le marché de l'énergie hydraulique en particulier s'est transformé, ce qui implique une nouvelle évaluation de la problématique des taxes d'eau au niveau cantonal. Le marché européen de l'électricité est en pleine désintégration. A certains moments, d'importants surplus font chuter les prix. Les centrales hydrauliques produisent parfois à perte. La Stratégie énergétique repose sur des bases complètement différentes.

En tant qu'actionnaire majoritaire du plus gros producteur d'électricité, le canton de Berne porte un gros risque financier. La production d'électricité rapporte actuellement beaucoup de taxes sur l'eau aux régions de montagne. Si la dégradation des prix sur le marché libre devait se poursuivre, la situation des concessions pourrait devenir de plus en plus difficile. Les régions de montagne dépendent de ces subventions et comptent dessus sur le long terme.

Comment le gouvernement juge-t-il la situation pour les consommateurs et consommatrices d'électricité compte tenu de l'ouverture du marché de l'électricité et de la pression de plus en plus forte exercée sur les prix ? La Confédération a procédé et procèdera encore à des modifications légales. Il faudra en tenir compte lors du remaniement de la Stratégie énergétique cantonale.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif ne partage pas l'opinion des motionnaires et n'estime pas que la Stratégie énergétique 2006 soit complètement obsolète. Bien au contraire : ce qui se produit aujourd'hui dans le domaine de l'électricité vient confirmer la stratégie. Il y avait en effet été fixé pour objectif de sortir du nucléaire à moyen terme, d'ici à 2020 environ, et prescrit d'augmenter la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité d'au moins 80 pour cent d'ici à 2035. Par ailleurs, les objectifs de la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération jusqu'en 2035 et ceux de la stratégie cantonale se recoupent largement, car ils se fondent tous deux sur les scénarios énergétiques de la Confédération de 2006. Il n'y a donc pour l'heure pas lieu d'adapter la stratégie énergétique cantonale.

Il est demandé dans la motion que la stratégie énergétique montre comment les objectifs fixés peuvent être atteints. La réalisation de la stratégie ne dépend toutefois pas des objectifs fixés, mais plutôt des mesures choisies pour y parvenir. Il a été délibérément renoncé à proposer un plan concret de mesures de mise en œuvre dans la Stratégie énergétique 2006, car il est impossible de prévoir de manière fiable l'évolution de la technique et de la société sur une période de trente ans. C'est la raison pour laquelle la Stratégie énergétique 2006 a prévu un processus de mise en œuvre selon lequel la planification des mesures doit faire l'objet d'une nouvelle décision tous les quatre ans en fonction des objectifs atteints et des évolutions sur le plan technique et social. A cet effet, le Conseil-exécutif présente un rapport au Grand Conseil à la fin de chaque législature. Le prochain est prévu pour la session de juin 2015. La mise à jour du plan de mesures requise ne nécessite donc pas non plus de révision de la stratégie énergétique. Le Conseil-exécutif estime dès lors qu'il est inutile de réviser la Stratégie énergétique 2006. Il précise par ailleurs ce qui suit au sujet des différents mandats formulés dans la motion :

1. Cet objectif est défini au chapitre 7.3 de la stratégie énergétique cantonale. Les mesures nécessaires sont inscrites dans le plan de mesures concret et ne nécessitent pas de remanier la stratégie.
2. La réduction de la dépendance vis-à-vis de l'étranger fait partie des objectifs définis au chapitre 6 (*Objectifs stratégiques*, objectif n° 2) et reste toujours valable. Les principes en matière d'importation éventuelle d'électricité (chapitre 7.3, dernier paragraphe) le demeurent également. Sur ce point aussi une révision de la stratégie est donc superflue.
3. Les objectifs matériels du canton en ce qui concerne l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la sortie du nucléaire correspondent déjà quant à leur contenu et à leurs délais de réalisation à ceux de la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération.
4. En ce qui concerne cette question, une stratégie de propriétaire distincte est en cours d'élaboration. Elle devrait être approuvée par le Conseil-exécutif dans le courant de l'année. Pour des raisons boursières, les considérations ayant trait aux questions de risques ne devraient en aucun cas être évoquées dans le débat public sur l'énergie.
5. Cette évaluation est actuellement réalisée en collaboration avec les autres cantons et la Confédération. Les décisions en découlant seront prises au niveau national. D'éventuelles mesures complémentaires seront incluses dans le prochain plan de mesures.

6. L'adaptation à la législation fédérale est une tâche permanente qui doit également être mise en œuvre dans la planification des mesures. Il est notamment prévu, durant la prochaine législature, d'adapter la loi cantonale sur l'énergie en fonction des modifications apportées à la législation fédérale et du nouveau modèle de prescriptions énergétiques des cantons qui en résultera.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Délibération groupée avec l'affaire 2015.RRGR.802, Stratégie énergétique 2006 du canton de Berne. Rapport à l'intention du Grand Conseil sur la mise en œuvre de la stratégie et les effets des mesures 2011-2014 ainsi sur les nouvelles mesures 2015-2018

Proposition UDC (Fischer, Meiringen)

Renvoi du rapport au Conseil-exécutif avec les charges suivantes :

- Faire de la sécurité de l'approvisionnement en énergie une tâche permanente.
- Ne pas prévoir de nouveaux objectifs sectoriels assortis de nouvelles mesures cantonales dans les domaines ressortissant à la Confédération.
- Renoncer aux nouvelles mesures de mise en œuvre du MoPEC 2014.

(La séance est interrompue brièvement jusqu'à l'arrivée de Madame Egger-Jenzer.)

Le président. Inzwischen ist Frau Baudirektorin Egger eingetroffen. Herzlich willkommen bei uns im Grossen Rat. Als erstes Geschäft der BVE behandeln wir die Energiestrategie 2006, zu dem ein Bericht vorliegt, den die BaK vorberaten hat. Diesen Bericht behandeln wir gleichzeitig mit der Motion BDP, Traktandum 26. Ich stelle mir die Beratung folgendermassen vor: Zuerst erfolgt eine Eintretensdebatte, bei der man grundsätzlich zum Bericht und ebenfalls zur Motion sprechen kann. Zudem haben wir einen Rückweisungsantrag der SVP, und ich bitte die Fraktionen, bei ihren Eintretensvoten auch zum Rückweisungsantrag Stellung zu nehmen. Herr Grossrat Fischer wird nach den Voten des Kommissionssprechers und des Motionärs seinen Rückweisungsantrag begründen. Dann kann man sich in den Voten jeweils zu Eintreten und Rückweisung äussern. Wenn eingetreten und nicht rückgewiesen wird, dann würden wir zu den Anträgen mit Planungserklärungen gehen, die ich ein bisschen gruppiert habe. Darauf komme ich später noch genauer zu sprechen. Grundsätzlich werden wir dort chronologisch vorgehen. Ist dieses Vorgehen bestritten? – Das ist nicht der Fall. Dann hat Herr Grossrat Trüssel als Sprecher für die BaK das Wort.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl), rapporteur de la CIAT. Ich möchte vorausschicken, dass wir hier über einen Bericht und seine Kenntnisnahme sprechen. Wir führen jetzt keine Energiegesetzdebatte. Zuerst danke ich der Verwaltung für die geleistete Arbeit. Wir durften ihr Fragen stellen, und diese wurden aus meiner Sicht sehr glaubwürdig und gut erläutert. Ebenso konnte sie plausibel aufzeigen, wie die Umsetzung dieser Massnahmen überprüft und gesteuert wird. Ich erlaube mir, kurz auf die einzelnen Strategieziele einzugehen.

Erstens haben wir die Strategie Wärmeerzeugung. Sie will bis 2035 über 70 Prozent der Raumwärme für Wohn- und Dienstleistungsgebäude aus erneuerbarer Energie erzeugen. Bei diesem Ziel sind wir klar auf Kurs. Wichtig wird sein, dass wir in der nächsten Diskussion die Umsetzung der MuKE 2014 auch tatsächlich so im Energiegesetz verankern können. Dann sehe ich dort keine Abweichung vom Weg.

Die zweite Strategie ist die Treibstoffherzeugung. Dort schlägt die Regierung vor, das Strategieziel in ein Strategieziel «effiziente Mobilität» zu ändern. Die heutige Strategie will einen bestimmten Anteil

an Brennstoffen, also Treibstoffe für Fahrzeuge, aus Biomasse substituieren. Ich bin der Meinung, das ist heute nicht mehr zeitgemäss, und diese Diskussion müssen wir nicht mehr führen. Ich bin überzeugt, dass wir gerade im Bereich des motorisierten Individualverkehrs (MIV), wo 80 Prozent der Wege kürzer als 20 Kilometer sind, mit der Elektromobilität ein enormes Potenzial haben. Und genau dort haben wir mit der Vorbereitung einer guten Ladeinfrastruktur den grössten Hebel. Ich bin sehr zuversichtlich, dass dort der Markt viel schneller funktionieren und sich viel schneller anpassen wird, als wir Politiker uns dies im Moment erträumen.

Bei der Strategie Stromerzeugung soll bis ins Jahr 2035 80 Prozent des Stroms aus erneuerbaren Quellen geschöpft werden. Damit ist verbunden, dass man mit der Wasserkraftnutzung gewisse Effizienzziele einfließen lässt. Das heisst, dort kommen nur effiziente Wassernutzungskraftwerke zum Zuge. Das Thema Strom aus Gas wurde gestrichen. Aus meiner Sicht ist das sinnvoll. Wir haben dort absolut keinen Handlungsbedarf mehr, weil wir heute ohnehin nicht von einer Stromlücke im Netz sprechen müssen, sondern von einem totalen Stromüberhang. Genau dort hat der Kanton als Hauptaktionär der BKW die grösste Einflussmöglichkeit. Verdeutlichen wir uns, dass wir im Moment jedes Jahr leistungsmässig aus Wind und Sonne etwa fünfzigmal Mühleberg zubauen. Das entspricht energetisch etwa fünfundzwanzigmal Mühleberg. Daher denke ich, dass wir unsere Stromlücke, sofern denn eine kommt, eher mit sauberem Wind- und Sonnenstrom mit Importen decken sollten und nicht viel Geld in die Subvention von Stromerzeugungsanlagen investieren müssen. Ich habe dort eine etwas andere Haltung, doch das können wir dann auch noch diskutieren. Importe sind für mich nicht des Teufels, denn wir dürfen nicht vergessen, dass auch Atomkraft zu 100 Prozent importierte Energie ist. Ich kenne keine einzige Uranmine in der Schweiz. Beim Thema Energienutzung haben wir das Ziel klar am Meisten verfehlt. Wir wollten eigentlich einsparen, und das Gegenteil geschah. Der Energieverbrauch im Gebäudeinnern stieg. Das heisst, der Zubau neuer Flächen, auch bei hoch effizienten Gebäuden, hat in einem Mass zugenommen, das man Sanierungen nicht ausgleichen konnte. Damit ergibt sich eigentlich schon das Hauptkriterium, auf das wir wahrscheinlich den Fokus legen müssen: Wie können wir unsere Sanierungsrate ankurbeln? Wir haben im Moment eine Sanierungsrate im Altbaubestand von rund 0,9 Prozent. Gehen wir von einer mittleren Lebensdauer eines Gebäudes von etwa 50 Jahren aus, bedeutet das eine Sanierungsrate von etwa 2 Prozent. Dort liegt volkswirtschaftliches Kapital von etwa 15 Mrd. Franken brach, und ich bin der Meinung, dass es sich lohnt, den Kopf für unsere Bauwirtschaft ein bisschen schräg zu halten und zu überlegen, wie wir diesen Sanierungsstau auflösen können; beispielsweise mit Steueranreizen.

Bei der Strategie Raumentwicklung bin ich der Meinung, wir seien auf einem sehr guten Weg. Das Ziel ist, 60 Gemeinden mit einem behördenverbindlichen Energierichtplan auszustaffieren. Dort sind wir absolut auf Kurs und müssen nichts ändern.

Die Strategie Versorgungssicherheit hat zum Ziel, Wirtschaft und Bevölkerung ausreichend mit Energie zu versorgen. Auch dort gilt, was ich bereits gesagt habe: Etwa 40 Prozent von unserem Strom im Kanton Bern – also derjenige aus den Atomkraftwerken – importieren wir und sind dort zu 100 Prozent vom Ausland abhängig. Ich denke auch, dass uns da ein Umdenken hilft. Die Strategie Versorgungssicherheit ist in der Eigentümerstrategie BKW zusammengefasst. Dort haben wir vier energiepolitische Ziele, nämlich die Gewährleistung der Versorgungssicherheit, die Umsetzung der kantonalen Energiestrategie, den Erhalt und Ausbau von erneuerbaren Produktionskapazitäten, und die Förderung der Energieeffizienz auf dem Kantonsgebiet. Das erscheint mir schlüssig. Doch ich vermisste in der Eigentümerstrategie eine Aussage zum Ausbau des Dienstleistungsgeschäfts. Wir wissen alle, dass die BKW im Moment massiv KMU aus dem Gebäudebereich zusammenkauft, und ich bin der Meinung, dass sich ein kantonsnaher Betrieb nicht einfach in den freien Markt der KMU einschalten darf. Doch das ist ein Thema, das wir später diskutieren.

Ich komme zu den Massnahmen und bin überzeugt, dass sie weitestgehend sinnvoll sind. Ich habe lediglich zum Massnahmenblatt 15-4 eine Bemerkung deponiert, als wir über das Thema Elektroboiler diskutierten und dabei die Stockwerkboiler bei Einzelwohnungen ausblendeten. Doch das sind nur marginale Punkte, die wir bilateral mit der Verwaltung besprechen können. Die BaK hat diesen Bericht wohlwollend und dankend zu Kenntnis genommen und einstimmig beschlossen, darauf einzutreten und ihn zu Kenntnis zu nehmen. Ich hoffe, sie tun dasselbe.

Le président. Eine Zwischenfrage: Ich wurde darauf hingewiesen, dass verschiedene Parteien die Voten zu Eintreten und Rückweisungsantrag auf zwei Personen aufgeteilt haben. Ist das noch in weiteren Fraktionen ein Problem? Wäre es besser, die beiden Themen auseinander zu nehmen? – Es ist nur in einer Partei der Fall. Dann lassen wir es so, wie wir vorgesehen haben. Zur

Reihenfolge noch schnell eine Bemerkung: Nun kommt der Motionär an die Reihe und dann der Antragsteller des Rückweisungsantrags. Danach würde ich gerne Frau Baudirektorin Egger ein erstes Mal das Wort zum Bericht geben, damit man nachher in der Eintretensdebatte diese Einleitung schon kennt. Bei dieser Materie ist das meines Erachtens hilfreich. Herr Etter, Sie haben als Motionär das Wort.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Die geltende Energiestrategie stammt aus dem Jahr 2006. Sie ist damit bereits zehn Jahre alt. Heute sind wir in einem völlig veränderten Energiezeitalter. 2011 ist das Ereignis von Fukushima in das Energiebewusstsein getreten. Es hatte weltweite Veränderungen im Wahrnehmen der Energieproduktion zur Folge. Der BKW-Verwaltungsrat beschloss, das KKW Mühleberg 2019 vom Netz zu nehmen. Die Strommarktöffnung für Grossverbraucher wurde realisiert, und der europäische Strommarkt geriet völlig durcheinander. Das hat einen enormen Preiszerfall bewirkt. Aus dieser Sicht ist die zehn Jahre alte Energiestrategie sicher nicht mehr aktuell.

Beobachte ich die Situation auf dem Energiemarkt, muss ich feststellen, dass unsere Generation in der nächsten Zeit vor grossen Herausforderungen steht. Für sie müssen wir bezüglich der Energieversorgung Verantwortung übernehmen. Wir stehen auch hier im Grossen Rat in den nächsten Jahren vor zahlreichen schwierigen Entscheidungen. Dabei darf nicht nur die Wirtschaftlichkeit im Vordergrund stehen. Unter anderem müssen wir in der nächsten Zeit folgende Fragen beantworten: Wollen wir zusätzlichen, importierten Dreckstrom aus ausländischen AKW oder Kohlekraftwerken, wenn nur der Strom billig ist? Wollen wir in Zukunft nur noch einheimische Stromproduktion aus erneuerbaren Ressourcen, und sind wir bereit, dafür auch ein bisschen mehr zu bezahlen? Was darf uns die langfristige Versorgungssicherheit aus einheimischer Produktion kosten? Wollen wir, unsere Haushalte und unsere Wirtschaft, in Zukunft einfach den billigsten Strom, ungeachtet dessen, wo und wie er produziert wird? Wie viel Stromproduktion und damit Arbeitsplätze, Versorgungssicherheit und Wertschöpfung ist uns das Berggebiet wert? Über diese und weitere Fragen müssen wir in nächster Zukunft im Hinblick auf die nächste und übernächste Generation entscheiden. Die BDP ist die erste bürgerliche Partei, welche die Energiewende gefordert hat. Wir gehen auf diesem eingeschlagenen Weg weiter und werden unsere Vorstellungen einer zukunftsgerichteten, nachhaltigen Energiewende zu gegebener Zeit präsentieren. Trotz diesen Herausforderungen und obwohl die Energiestrategie bereits zehn Jahre alt und sicher nicht mehr in allen Teilen aktuell ist, sind wir bereit, unsere Motion zurückzuziehen.

Das geschieht aus folgenden Gründen: Erstens nimmt der Bericht zur Umsetzung der Energiestrategie des Regierungsrats, der gleichzeitig auch diskutiert wird, bereits einige Punkte aus unserer Motion auf. Wir konnten mit der Energiedirektion und mit der Energiedirektorin über die Inhalte unserer Motion ein gutes Gespräch führen. Aufgrund dieses Gesprächs wurde die Energiestrategie zum Teil bereits angepasst. Ich erinnere daran, dass beispielsweise Gaskraftwerke gestrichen und zum Teil Ziele angepasst wurden. Das floss auch in diesen Bericht. Mit den von uns eingereichten Planungserklärungen nehmen wir die einzelnen Punkte dieser Motion auf. Unseres Erachtens können wir unsere Ziele mit diesen Planungserklärungen und vor allem mit dem Einfluss auf die Änderungen im Energiegesetz besser erreichen als mit einer Motion. Viertens stellen wir aufgrund der Diskussion im Vorfeld fest, dass die Energiewende bei einzelnen Parlamentariern zwar auf dem Hochglanzprospekt steht, aber noch nicht im Kopf angekommen ist; ganz nach dem Motto: Die Energiewende wird im Kopf blockiert. Aus diesen Gründen ziehen wir unsere Motion zurück und erwarten, dass Sie dafür unseren Planungserklärungen zustimmen, wenn wir sie später diskutieren.

Le président. Herr Etter, das ist eben nicht möglich. Das hätte vor der Beratung geschehen müssen. Wir wussten das nicht. Es war eine Verwechslung der Zahlen, als wir zuerst ihren Vorstoss zurückziehen wollten. Doch nun stimmen wir so oder so darüber ab, denn ein Rückzug hätte vor der Beratung geschehen müssen. Das sind einfach unsere Regeln. (*Monsieur Fischer, qui n'est pas encore arrivé à la tribune, se montre surpris et déclare que ça fonctionne autrement.*) Nein, gemäss Ratsordnung muss das immer vor der Beratung geschehen. Nun hören wir Herrn Grossrat Fischer zur Begründung des Rückweisungsantrags und anschliessend Frau Baudirektorin Egger.

Gerhard Fischer, Meiringen (UDC). Ich beschränke mich auf die Rückweisung. Zum Bericht nehme ich am Nachmittag Stellung. Wenn Sie den Bericht anschauen, sehen Sie auf Seite 18 zwei starke Eingriffe, die aus unserer Sicht Nahrung geben, diesen Bericht zurückzuweisen. In 15.1

steht, dass Neubauten und Erweiterungen von bestehenden Gebäuden, wie Aufstockungen und Umbauten, so gebaut und ausgerüstet werden müssen, dass der Bedarf für Heizung, Warmwasser, Lüftung und Klimaschutz nahe bei Null liegt. Man will also Hauseigentümer bereits heute bei Umbauten und Sanierungen quasi zwingen, ein Nullenergiehaus zu schaffen. Mit 15.2 sollen alle Neubauten einen Teil der von ihnen benötigten Elektrizität selber erzeugen. Wird keine Anlage zur Eigenstromerzeugung realisiert, ist eine Ersatzabgabe zu leisten. Das sind zwei ganz starke Eingriffe, und die Frage ist, ob wir das nun mit dem Standbericht der Energiestrategie 2006 verbinden sollen. Doch es steht dort drin, und meines Erachtens muss man relativ frei Stellung nehmen. Deswegen sind wir klar der Meinung, dass der Standbericht zurückgewiesen und dies korrigiert werden soll. Ich habe es in drei Punkten beschrieben.

Die Aufgaben sind klar: Die Versorgungssicherheit der Energie ist ein Dauerauftrag. Wir wissen, dass wir im Jahr 2019 aus dem Kernkraftwerk Mühleberg aussteigen. Das heisst, 40 Prozent Strom im Kanton Bern müssen ersetzt werden. Wie es heute im Bericht steht, kann man das auf die Schweiz oder ganz Europa verteilen, dann ist es kein Problem. Doch wir werden importabhängig und das bedeutet Gas, Kohle und Kernkraft aus Frankreich und Deutschland. Dafür steht der erste Punkt des Rückweisungsantrags. Der zweite behandelt die Zuständigkeit. Was in der Zuständigkeit des Bundes liegt, gehört dem Bund, und dort hat der Kanton nicht noch zusätzliche neue Massnahmen einzubringen. Den letzten Punkt habe ich bereits erwähnt. Dabei geht es um die Umsetzung der MuKEN 2014. Aus unserer Sicht ist das ein ganz starker Eingriff. Deswegen stellen wir den Antrag auf Rückweisung. Sollte dieser keine Mehrheit erlangen, dann gelten diese Vorbehalte als Planungserklärungen zum Standbericht.

Le président. Nun machen wir Mittagspause und nach dem Essen startet die Eintretensdebatte mit dem einleitenden Votum von Frau Baudirektorin Egger. Danach haben die Fraktionen das Wort und anschliessend werden wir über Rückweisung und Eintreten befinden. Ich wünsche allseits einen guten Appetit.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 40.

Les rédactrices :

Sonja Riser (d)

Catherine Graf Lutz (f)